

Outre ses attributions quant à la délivrance des autorisations d'investissement et des certificats d'enregistrement, le CECI peut faciliter les négociations, donner des conseils aux entreprises au sujet de la préparation des ententes et du choix des partenaires éventuels et aider à résoudre les différends entre partenaires avant le recours à l'arbitrage. Il se charge aussi de rédiger les lignes directrices, les lois et documents juridiques relatifs à l'investissement étranger et publie des directives conformes à la stratégie gouvernementale de développement. Le Comité d'État établit également les lignes directrices en matière de projets faisant appel aux fonds publics.

5.10 Formation d'une coentreprise ou création d'une entreprise de propriété exclusivement étrangère

a) Renseignements généraux

Les ententes de collaboration commerciale, les coentreprises et les entreprises de propriété exclusivement étrangère doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du CECI (voir section 5.9).

Les modalités de formation d'une coentreprise ou de création d'une entreprise de propriété exclusivement étrangère sont similaires, mais elles sont plus simples dans le deuxième cas vu l'absence de partenaire vietnamien.

Dans le cas d'une coentreprise, les investisseurs canadiens ont intérêt à repérer une entreprise vietnamienne admissible ayant obtenu l'autorisation de négocier un accord commercial (voir figure 5.1).

À ce dernier égard, il suffit de communiquer avec le Comité d'État à la coopération et à l'investissement ou avec la Chambre vietnamienne du commerce et de l'industrie (Vietcochamber) pour obtenir la liste des entreprises admissibles.

b) Le processus d'autorisation des investissements

La société étrangère doit dans un premier temps négocier directement avec un partenaire vietnamien potentiel ou faire appel à une société locale de services aux investisseurs (voir section 5.12), qui fera office d'intermédiaire et pourra donner des conseils, contre rémunération, au sujet de la préparation des documents nécessaires. Le partenaire vietnamien pourra lui-même communiquer avec les autorités aux fins des autorisations voulues.

Avant de soumettre une demande d'autorisation d'investissement au CECI, il est conseillé d'obtenir l'approbation du Comité du peuple de la ville ou de la municipalité où le projet verra le jour, ainsi que celle des responsables au gouvernement central qui participeront peut-être directement au projet. Lorsqu'un protocole d'entente a été conclu, cette initiative peut être prise par l'investisseur